

Libérer la parole politique. Essais de philosophie politique, de Pierre-Antoine Pontoizeau, Les Plans sur Bex et Paris, Éditions Embrasure, 2014, 191 p.

Simon Labrecque

Volume 34, Number 3, 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1034783ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1034783ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Labrecque, S. (2015). Review of [*Libérer la parole politique. Essais de philosophie politique*, de Pierre-Antoine Pontoizeau, Les Plans sur Bex et Paris, Éditions Embrasure, 2014, 191 p.] *Politique et Sociétés*, 34(3), 115–117. <https://doi.org/10.7202/1034783ar>

Libérer la parole politique. Essais de philosophie politique, de Pierre-Antoine Pontoizeau, Les Plans sur Bex et Paris, Éditions Embrasure, 2014, 191 p.

En 2012, Pierre-Antoine Pontoizeau a publié *Penser au-delà des mathématiques. Logique ou ontologie*, aux Éditions Embrasure. Le livre portait sur l'« infondation » des mathématiques, et particulièrement de l'arithmétique, explicitée par des philosophes et logiciens comme Kurt Gödel. Ce livre était le premier volet de ce que l'auteur annonce maintenant comme une trilogie placée sous le signe d'un engagement « pour une nouvelle philosophie occidentale » (quatrième de couverture) et dont l'objectif est « d'examiner la parole selon les mêmes exigences que l'arithmétique » (p. 7), c'est-à-dire de tirer les conséquences de l'« infondation » des mathématiques pour l'ensemble de la philosophie, y compris la philosophie politique. Bien que *Libérer la parole politique* soit le deuxième volet de ce triptyque en cours d'élaboration, le livre, composé d'une courte introduction et de cinq essais, se lit aisément pour lui-même. Cette analyse des conditions de la pratique politique et de la recherche politologique intéressera les chercheurs qui interrogent la parole comme paradigme de l'action politique et ceux qui travaillent les rapports entre philosophie et mathématiques. Comme l'auteur s'efforce d'expliquer les notions techniques qu'il mobilise, l'ouvrage est accessible aux lecteurs qui ne maîtrisent pas la philosophie des mathématiques.

Pontoizeau part du constat que la théorie politique contemporaine prétend se fonder sur des conceptions scientifiques qui datent des dix-septième et dix-huitième siècles. Cette prétention à un fondement dans la science des Lumières est problématique car, en l'acceptant, on accepte une série d'exclusions quant à ce qui constitue une proposition politique et une analyse politologique. Comme plusieurs avant lui, Pontoizeau interprète cet état de fait, ainsi que l'idée que « les principales questions politiques auraient trouvé des réponses

définitives au-delà desquelles il n'y aurait plus rien à penser » (p. 9), en termes d'une prédominance du « modèle cartésien ». Il attribue ainsi à René Descartes la responsabilité symbolique d'une domination sans partage de la raison dite instrumentale et voit dans le projet cybernétique de Norbert Wiener l'achèvement de ce modèle. Face à ce diagnostic, l'auteur propose une « mise à jour » de la pensée politique pour prendre acte des avancées scientifiques et surtout de l'explicitation de l'« infondation » des mathématiques, puisque celles-ci sont au fondement des sciences occidentales et donc du projet même d'une science politique. Cette explicitation montrerait, du cœur même de l'édifice rationaliste, une limitation fondamentale des pouvoirs de la raison plutôt que l'illimitation des possibilités du calcul.

Le premier essai, « Le fait de limitation et la pensée incomplète », présente cette thèse centrale en se référant aux travaux de Gödel sur l'incomplétude des systèmes formels, ainsi qu'aux travaux d'Alfred Tarski sur la conception sémantique de la vérité. Pontoizeau énonce qu'aucun langage n'est clos ni ne constitue sa propre et unique référence. Tout langage repose sur des « axiomes » relevant de la foi, de la croyance ou du jugement plutôt que d'une démonstration vérifiable et cohérente. Cela implique qu'il y a « défaut radical de l'ultime argument » (p. 40), « celui pour lequel on fait silence » (p. 41), car les « axiomes » peuvent toujours être questionnés par distanciation. La théorie politique moderne serait « une de ces constructions rationnelles qui prétend s'accomplir en toute autonomie, sans références extérieures, sans l'expression des croyances qui président à sa formalisation » (p. 41). Toutefois, cette prétention ne résisterait pas à l'examen de sa cohérence car « toutes les sciences, dont la science politique, sont affectées par la révolution gödelienne » (p. 46). Il faut alors une théorie politique véritablement « hétéronome ».

Le deuxième essai, « La distanciation et l'hétéronomie », constate que tout projet d'émancipation en appelle à une autonomie par rapport à une hétéronomie. Un tel appel

suppose une description des rapports entre un tout et ses parties ou un ensemble et ses éléments, qu'il s'agisse de libérer le premier ou les seconds (libérer la cité des citoyens, ou libérer les citoyens de la cité). Pontoizeau identifie trois manières de penser cette bipolarité. La première pose, à partir de Jean-Jacques Rousseau et de Cornelius Castoriadis, que l'autonomie exclut l'hétéronomie par une distance analytique qu'un élément marque par rapport à l'ensemble qui prétend le déterminer. La seconde pose, à partir de Hans-Georg Gadamer et d'Ernst Cassirer, que l'hétéronomie exclut l'autonomie par une distance sociale qui permet de reconnaître la détermination réciproque des éléments et de l'ensemble. La troisième manière est décrite comme une position totalitaire d'inclusion des deux pôles, exemplifiée par le projet cybernétique réduisant l'ensemble et ses éléments à des variables. Cette manière induit toutefois une distance critique-historique, illustrée par les travaux de Herbert Marcuse sur les limites de la rationalité instrumentale et l'irréductibilité de la pensée au calcul. Selon Pontoizeau, cette pluralité des distanciations montre elle aussi que la théorie politique doit être fondamentalement hétéronome pour parvenir à reconnaître et à décrire la pluralité irréductible des mondes vécus.

Le troisième essai, «La recognition et la pluralité», mobilise les travaux d'Alfred North Whitehead et de William James sur les rapports entre l'intuition et l'abstraction et entre la pensée, le savoir et la croyance, pour expliciter la «pluralité des paradigmes» philosophiques. Cette pluralité reposerait sur une pluralité des valeurs de vérité – au vrai et au faux, la logique contemporaine ajoute la modalité du possible – et sur la pluralité des modes de jugement (vérification de l'adéquation, validation de la cohérence, mais aussi adhésion pratique). La grille de lecture logico-mathématique est incapable d'en rendre compte car elle réduit de façon univoque la pensée au langage et le langage à une question de calcul. Or, selon Pontoizeau, toute pensée s'appuie sur du non-dit et même de l'indicible, qu'il se nomme expérience, *praxis* ou affect. Sui-

vant Raymond Aron, l'auteur réaffirme par ailleurs que la pluralité des témoignages et des concepts est un trait essentiel de toute théorie proprement politique, car c'est une caractéristique fondamentale du politique, c'est-à-dire de l'objet d'une telle théorie.

Les quatrième et cinquième essais sont des «mises en pratique» des enseignements qui précèdent. Le quatrième, «L'égalité arithmétique ou la liberté», énonce que la valorisation de l'égalité est un dogme de la théorie politique moderne qui témoigne du rôle structurant de l'arithmétique et du calcul dans l'appréhension du monde. Pontoizeau montre comment la foi en l'arithmétique affecte ce qu'il est possible de penser dans les sciences physiques, mais aussi dans les sciences économiques et juridiques. La parole politique, pour sa part, serait plutôt marquée par l'inégalité des témoignages et des croyances: tout ne se vaut pas, chacun privilégiant sa propre position. Dans le cinquième essai, «La souveraineté ou la présence», Pontoizeau déconstruit le concept de souveraineté qui préside à la compréhension de l'émancipation comme quête d'inconditionnalité. La prétention à une parole souveraine est délirante car l'autonomie radicale de la pensée et de l'action est un fantasme, comme l'exposent les travaux de Gilles Deleuze et d'Hannah Arendt. En affirmant ces thèses, Pontoizeau s'inscrit dans le sillon de la «pensée relationnelle» qui jouit d'une popularité croissante.

Le projet paradoxal de Pontoizeau, qui consiste à «refonder» la théorie et le discours politiques sur l'«infondation» des mathématiques, est audacieux si ce n'est qu'en raison du chemin que l'auteur a choisi pour le présenter, c'est-à-dire d'attribuer un rôle clé aux théorèmes d'incomplétude de Gödel. Les usages de Gödel en sciences humaines et sociales ont en effet été l'objet de vifs débats à la suite de «l'affaire Sokal» au tournant du siècle. En 1997, Alain Sokal et Jean Bricmont consacraient un chapitre d'*Impostures intellectuelles* (Éditions Odile Jacob) aux usages de Gödel par Régis Debray, qui se servait de l'incomplétude pour énoncer que chaque société postule et se réfère à une transcendance. En 1999,

dans *Prodiges et vertiges de l'analogie* (Éditions Raisons d'Agir), Jacques Bouveresse faisait de ce traitement de l'incomplétude par Debray l'exemple central de ce qu'il nommait « l'abus des belles-lettres dans la pensée ». Selon ces lecteurs de Gödel, l'incomplétude concerne strictement les systèmes formels. Or, le langage en général n'en est pas un, au sens logico-mathématique. Dans cette perspective, l'usage de Gödel en sciences humaines est essentiellement rhétorique, la référence au logicien agissant comme argument d'autorité pour des énoncés qui peuvent être formulés sans elle. Dans leur dialogue publié en 2003, À l'ombre des Lumières (Éditions Odile Jacob), Bricmont et Debray reviennent d'ailleurs sur ces « mésusages ». Il est compréhensible, mais aussi regrettable que Pontoizeau garde le silence sur ces débats. La polémique socalienne fut certes féroce, mais elle structure encore les discussions sur les relations entre science et philosophie. Espérons par ailleurs que dans son prochain ouvrage l'auteur abordera de front le fait que vouloir « refonder » la théorie politique sur les théorèmes de Gödel donne l'impression de reconduire la subordination de la parole politique à la pensée logico-mathématique de laquelle il prétend libérer.

Simon Labrecque
École d'études politiques,
Université d'Ottawa
 slabrec3@uottawa.ca

La droite en Alberta: D'Ernest Manning à Stephen Harper, de Frédéric Boily, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, 218 p.

La nécessité de faire une analyse de la droite en Alberta s'impose, selon Frédéric Boily, à la lumière des changements majeurs en politique et en économie canadiennes, tels que l'essor démographique/politique de l'Ouest canadien et l'importance des sables bitumineux dans l'économie nationale. La droite en Alberta demeure méconnue parce que la littérature existante ne tient pas suffisamment compte de la culture et de l'his-

toire politiques de la province. En mettant l'accent sur la culture politique albertaine ainsi que l'application des théories de la droite en science politique, Boily fait ressortir les grandes influences historiques, idéologiques, politiques et culturelles de la droite albertaine.

L'ouvrage est divisé en six chapitres qui analysent les différentes dimensions de la politique albertaine et canadienne. Le premier chapitre décrit la naissance de la culture politique albertaine comme un curieux mélange de radicalisme économique et de conservatisme religieux-social. Avant la montée de l'industrie pétrolière dans les années 1940, c'est l'économie politique du blé qui incite les fermiers albertains, assujettis aux banques et aux compagnies de chemins de fer, à développer une culture de contestation radicale. Certains leaders établissent une tradition de populisme qui rejette les partis politiques en faveur de la démocratie directe. Le pasteur William Aberhart, leader du Crédit social, ajoute un discours religieux conservateur à ce radicalisme et remporte les élections de 1935. Toutefois, selon Boily, le Crédit social d'Aberhart ne peut pas être qualifié de parti de droite, car celui-ci prône des interventions étatiques dans l'économie provinciale ainsi qu'une certaine égalité socioéconomique pour toute la population. C'est plutôt Ernest Manning, successeur d'Aberhart, qui amène le Crédit social plus à droite sur les plans économique et social afin de contrer le socialisme qui s'implante en Saskatchewan.

L'histoire politique de l'Alberta comporte donc de deux « droites » différentes: l'une est héritière du passé radical et prône un rôle actif de l'État dans la vie économique; l'autre adopte des idées plutôt classiques de la droite. Au chapitre deux, Boily explique la continuité de cette tradition chez deux grands leaders des Progressive Conservatives (PC) dans cette province, Peter Lougheed et Ralph Klein.

Lougheed, comme Aberhart, n'est pas un premier ministre qu'on peut qualifier de « purement de droite », car il ne s'oppose pas à l'intervention de l'État dans l'économie albertaine. Lougheed cherche à établir